



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Berne, le 2 février 2021

La loi sur le CO₂ soutient la politique climatique des villes suisses

Les villes suisses sont directement touchées par le changement climatique et jouent un rôle porteur dans la lutte contre celui-ci. C'est pourquoi l'Union des villes suisses soutient la révision totale de la loi sur le CO₂, sur laquelle les électrices et électeurs voteront le 13 juin. «Un cadre législatif soutient les villes dans leurs efforts pour mettre en œuvre les initiatives en matière de politique climatique locale», selon Corine Mauch, vice-présidente de l'Union des villes suisses et maire de Zurich.

De la stratégie «zéro émission nette» à la déclaration de l'état d'urgence climatique en passant par les zones 30 sur l'ensemble du territoire: les villes suisses ont initié et initient de nombreuses interventions de politique climatique visant à réduire les émissions de CO₂. Une base légale comme la présente loi sur le CO₂ soutient les villes dans leurs efforts. Ces dernières contribuent de manière significative au respect des exigences de l'Accord de Paris sur le climat. L'Union des villes suisses est attachée à cet accord.

Une révision de la loi sur le CO₂ est nécessaire pour atteindre les objectifs de réduction et faire avancer la lutte contre le changement climatique. D'ici 2030, les émissions de CO₂ doivent être réduites de moitié par rapport à 1990.

Un complément important à des initiatives variées

Les villes disposent de nombreux leviers afin de réduire les émissions de CO₂, et ceux-ci doivent aussi être actionnés afin que les diverses initiatives puissent être mises en œuvre à l'échelon local. «De nombreuses villes sont depuis longtemps sérieusement engagées en matière de politique climatique», déclare Sami Kanaan, maire de Genève et vice-président de l'Union des villes suisses. «Les initiatives et les projets en matière de réduction des émissions de CO₂ sont innombrables. Genève, par exemple, possède depuis plus de 10 ans le «Service Agenda 21 – Ville durable», une stratégie diversifiée pour une ville durable.» À eux seuls, ces projets ne suffisent toutefois pas à satisfaire les exigences de l'Accord de Paris, ajoute Kanaan. «Il nous faut par conséquent une loi fédérale dans laquelle sont ancrées des prescriptions minimales.»

Les villes concernées directement

Corine Mauch, maire de Zurich et vice-présidente de l'Union des villes suisses, soutient également la révision totale de la loi sur le CO₂. «En ville, nous sommes concernés directement et avec une acuité particulière par le changement climatique, par exemple du fait de l'augmentation significative de la chaleur», constate-t-elle. «Zurich réexamine en ce moment son objectif climatique et vérifie d'ici quand et par quels moyens la Ville pourra parvenir à la neutralité climatique. Cette loi nationale est une condition sine qua non pour cela.»

Du point de vue des villes, la rénovation des bâtiments constitue une préoccupation essentielle. L'Union des villes suisses est favorable au Fonds pour le climat prévu par la loi sur le CO₂, qui doit assurer la poursuite du financement des Programmes Bâtiments. Ceux-ci créent des incitations à rénover les immeubles mal isolés, qui sont responsables de près d'un quart des émissions de gaz à



effet de serre. Combinée aux autres mesures, la diminution des émissions de CO₂ provenant des bâtiments anciens constitue un élément important qui soutient les villes dans la poursuite de leurs objectifs ambitieux en matière de politique climatique.

[Dossier «Politique climatique urbaine» sur le site de l'Union des villes suisses](#)

Informations complémentaires:

Sami Kanaan, vice-président de l'Union des villes suisses et maire de Genève: 079 204 30 12

Corine Mauch, vice-présidente de l'Union des villes suisses et maire de Zurich: 044 412 31 20

Informations complémentaires sur l'Union des villes suisses

L'Union des villes suisses représente les intérêts et préoccupations des villes, des agglomérations et des communes urbaines et constitue ainsi la voix de la Suisse urbaine, dans laquelle vivent environ les trois quarts de la population suisse et où sont générés 84 % de l'activité économique de notre pays.